

**Bibliothek  
des Instituts für Weltwirtschaft  
an der Universität Kiel**

**Signatur**

**A** 9818





15685

**Des Colonies  
DE BIENFAISANCE**

**A ÉTABLIR EN FRANCE,**

SUR LE MODÈLE

**DE CELLES DE LA HOLLANDE ET DE LA BELGIQUE.**

**LETTRE**

*À Monsieur le Ministre*

DU

*Commerce et des Travaux Publics.*

Par Eng. G. de Monglave,

AVEC DES NOTES

**PAR H. APPERT.**

**PARIS,**

CHEZ L'AUTEUR, R. DE GRENNELLE-S.-GERMAIN, N° 64;

ET CHEZ LEROSEY, LIBRAIRE, PALAIS-ROYAL,

GALERIE D'ORLÉANS, N°s 214, 215 et 216 bis.

\*\*\*  
**1852.**





Monsieur le Ministre du Commerce

ET DES TRAVAUX PUBLICS.



Monsieur le Ministre,

Tout bon citoyen doit à son pays le tribut de ses études et de ses découvertes; il faut qu'il contribue, de tous ses moyens personnels, au bien être de ce grand ensemble.

L'épidémie qui a décimé la capitale, touche à son terme. De ses ravages il ne restera bientôt que des douleurs, des regrets; puis des hommes, des femmes, des enfans sans ressources et sans avenir.

Les départemens, en proie aujourd'hui à ce cruel fléau, verront luire aussi leur jour de délivrance; mais il leur restera, comme à Paris, des hommes, des femmes, des enfans sans ressources et sans avenir.

Que faire de cette population?

Comment soumettre à des règles d'ordre et de paix ces êtres qui crient: nous n'avons ni pain, ni argent, ni asile?

La bienfaisance personnelle a beau venir à leur secours, elle est insuffisante. (1)

Réduits à la détresse, ces malheureux vont se répandre dans les rues, sur les ponts, les quais, les places publiques, les boulevards, sous le pérystile des églises.

Ils mendieront en présence de la police.

Et la police cherchera envain à les en empêcher.

Car enfin, lorsqu'on aura encombré les hospices et les dépôts de mendicité, d'indigens de tout âge et de tout sexe, valides ou non valides, lorsqu'une mesure, plus sérieuse encore, aura exclu du département de la Seine ceux qui y sont étrangers, que fera-t-on du surplus, qui sera trouvé en flagrant délit sur la voie publique? (2)

Les traduira-t-on en police correctionnelle? Les condam-



nera-t-on? Les enfermera-t-on pour plusieurs mois, pour des années?

Mais croit-on que ce ne soit pas là le sort que beaucoup d'entre eux, usés par les privations et la souffrance, appellent de tous leurs vœux?

Dans leur misère, le repos de la prison sera pour eux un bienfait.

Après plusieurs condamnations successives, vous déciderez-vous à les diriger sur vos trop rares dépôts de mendicité?

Mais ils y seront encore plus mal que dans vos prisons. Entassés pêle-mêle, n'ayant tout juste que l'air nécessaire pour respirer, ils regretteront les charmes de la geôle et les récréations du préau; le chagrin les minera: ils se replieront sur eux-mêmes et se rejetteront dans le passé; aigris par cette réclusion perpétuelle, à laquelle une vie constamment active les avait si peu accoutumés, ils refuseront de vous rendre les services que vous attendez d'eux, et préféreront bientôt la mort à une aussi cruelle contrainte.

C'est au gouvernement, Monsieur le Ministre, qu'il appartient de sortir de ce cercle vicieux, c'est à lui qu'il faut s'adresser, c'est lui qui doit intervenir. L'administration doit veiller, non-seulement sur ces infortunés, mais pour eux; elle doit chercher le moyen de les délivrer des horribles peines qu'ils souffrent, et qu'ils craignent de voir s'aggraver.

Ce moyen existe.

La France est couverte de vastes landes, d'immenses bruyères, qui appartiennent au domaine ou aux communes.

Il faut acquérir ces terrains.

Il faut les consacrer à l'agriculture.

Qu'on les divise en lots nombreux, qu'on affecte chacun de ces lots à un ménage, qu'on bâtisse à ce ménage une petite maison commode avec cave, grenier, grange et étable, qu'on meuble cette petite maison, qu'on la garnisse d'instrumens aratoires!

Que chaque ménage ait son petit terrain, défriché et mis pour la première fois en culture aux frais du gouvernement, deux vaches et des moutons en assez grand nombre pour fournir les engrais nécessaires!

Qu'en arrivant les colons reçoivent des vêtemens, des vivres suffisans en farine, pommes de terre, et de plus, quelques avances en argent jusqu'à ce que leur champ fournisse à leurs besoins!

Tout ce que le gouvernement livrera aux colons ne sera qu'une simple avance, dont ils devront acquitter graduellement la valeur. Il en percevra le remboursement par des retenues hebdomadaires proportionnées au gain de chaque colon.

Les retenues ne pourront jamais excéder par semaine 3 fr. pour un homme et 2 fr. pour une femme. Elles varieront pour les enfans et les adolescents, des deux sexes, suivant l'âge, la force et les localités. (3)

Tout ce que, dans le cours de chaque semaine, le colon gagnera de plus, sera, pendant la première année, remis, en entier, à sa disposition.

Pendant les années suivantes, la moitié de cet excédant lui sera payée, et l'autre moitié placée à son profit personnel, dans une caisse d'épargne qui la lui restituera avec les intérêts, dès qu'il aura atteint l'âge de la conscription, ou à son départ de la colonie. A cet effet, chaque colon sera porteur d'un livret dans lequel tout sera inscrit.

La filature, le tissage du lin, de la laine et les autres ouvrages de main, dont la société fournira les matières et dont le débit sera assuré dans la colonie, augmenteront le gain de chaque ménage.

Les fonds provenant de dons particuliers seront consacrés à l'établissement de familles indigentes.

Lorsqu'une commune, un corps militaire, une réunion quelconque d'employés verseront la somme de 4,000 fr., fixée pour l'établissement d'un ménage, ils auront le droit de placer à la colonie une famille indigente.

Une personne, ou plusieurs personnes réunies auront la même faculté en fournissant une pareille valeur.

L'admission des colons aura lieu également par un contrat entre le gouvernement et une commune, une administration de bienfaisance, ou un conseil d'hospice.

On obtiendra l'établissement d'une famille indigente en payant, pendant seize ans au plus, 60 fr. annuellement et par tête.

Une famille indigente, pour être admise, devra être pourvue de bras suffisans pour trouver son existence dans des travaux agricoles et manufacturiers, et ne se composer que de six à huit personnes. Les enfans de plus de six ans et d'une bonne constitution, seront considérés comme en état de pourvoir à leur subsistance.



Une personne, ou plusieurs personnes réunies paieront 40 fr. annuellement par tête, et pendant seize ans au plus, pour l'admission de six orphelins, ou enfans pauvres, âgés de plus de six ans.

Ces enfans seront élevés concurremment avec ceux que le gouvernement dirigera sur la colonie. Les uns et les autres seront indistinctement réunis, au nombre de mille à quinze cents, dans un même édifice, auquel sera affecté un terrain suffisant pour les nourrir. Ils y seront soumis à la surveillance et à la discipline la plus sévère.

Les communes, administrations ou personnes charitables qui auront acquis le droit de placer des individus dans les colonies de bienfaisance, auront seules le pouvoir de les remplacer, et de disposer à perpétuité, en faveur d'autres individus de la même cathégorie, de l'habitation et du terrain qui leur auront été affectés.

Les chefs de famille auront la jouissance de l'habitation qui leur aura été remise, du terrain et des dépendances, jusqu'au décès du dernier des deux; ils paieront un loyer de 50 fr. par an, à partir de l'entier défrichement, et un peu moins avant cette époque. Au moyen de cette rente, l'administration se chargera des grosses réparations et de l'impôt foncier.

Si, à leur décès, les chefs de famille laissent des enfans mineurs, le gouvernement leur continuera la même jouissance et chargera de leur garde des chefs de ménage.

Les enfans placés dans une colonie pourront y rester jusqu'à vingt ans accomplis, à moins de mariage, appel sous les drapeaux, ou enrôlement volontaire.

Les économies serviront à établir de nouvelles familles.

L'instruction primaire et l'exercice des cultes religieux seront à la charge de l'administration. (4)

Outre les ménages et les enfans, on recevra dans la colonie des mendiens valides des deux sexes. Ils y seront réunis dans des bâtimens séparés, et soumis à un régime de surveillance active et continuelle. Le défrichement et la culture des terres formeront leur principale occupation.

Un grand nombre de nos départemens ne possèdent pas de dépôts de mendicité. Dans quelques autres, ces établissemens occasionnent aux communes une dépense qui s'élève annuellement à plus de 200 fr. par mendiant.

Dans les colonies de bienfaisance cette dépense n'excèdera pas 80 fr.

Les travaux des mendiants réunis seront distribués par tâche et salariés. En général, il s'exécuteront en commun, sous une même direction, jusqu'à ce que le colon devienne locataire.

Les colons de cette classe porteront des vêtements uniformes, décent et propres.

Outre leur salaire en argent, ceux qui se distingueront par leur activité, leur aptitude et leur bonne conduite, recevront trois classes de décorations, consistant en médailles de cuivre, d'argent et d'or.

Ceux qui obtiendront la médaille d'or, seront, dès lors, considérés comme locataires, et pourront demander à cultiver seuls un terrain.

Telles sont en abrégé les Colonies de bienfaisance.

Dès le mois de juillet 1828, j'avais, dans plusieurs écrits et mémoires, manifesté le vœu de les voir introduire en France. J'avais soumis mes plans à M. de Martignac, alors ministre de l'intérieur, et aux deux préfets de l'époque, MM. de Chabrol et de Belleyne. Ces administrateurs les avaient accueillis avec bienveillance; ils en avaient étudié les détails, et n'en jugeaient pas l'exécution impossible; mais des obstacles insurmontables m'attendaient dans une plus haute région. Mon projet n'eut pas et ne pouvait pas avoir de suite.

Le conseil général de la Seine, qui se réunissait en ce moment, ne partagea pas l'éloignement de la Cour pour une entreprise toute philanthropique. Dans sa session close le 22 septembre 1828, il exprima le vœu que *les individus mendiants et vagabonds fussent employés à des défrichemens, ainsi qu'on le fait en Hollande, où l'on a créé des Colonies de pauvres. Une pareille colonisation faite en France y réussirait de même*, ajoutait le conseil général. *Par là, on détruirait la mendicité, et l'on procurerait à l'état des avantages considérables, en rendant à l'agriculture des espaces énormes jusqu'ici perdus pour elle.*

Ces expressions étaient précisément celles dont je m'étais servi dans mes demandes.

Mais la démarche du conseil-général n'eut pas plus de succès que les miennes. On nous opposa toujours les grands obstacles, comme s'il y avait une seule colonie agricole en



Hollande qui ne fût pas de nature à être imitée chez nous, sans inconvénient et sans difficulté.

Combien le sort d'une multitude de nos malheureux concitoyens ne changerait-il pas, au contraire, avec l'introduction de ces établissemens? Arrachés à la misère qui les ronge, à cette vie errante et vagabonde qu'ils ont long-temps menée, à cette recherche continuelle d'objets immondes dont le contact ruine leur santé, ils auraient, au bout d'un certain laps de temps, une maison et un champ à eux, ils y vivraient avec leurs femmes, ils y élèveraient leurs enfans, ils deviendraient enfin propriétaires, plus tard électeurs, peut-être même dans la suite, éligibles. D'honorables fortunes viennent d'aussi loin. (5)

Dès-lors, plus d'embarras chez eux pour le présent, plus de craintes pour l'avenir! La force du corps reviendrait avec la tranquillité de l'esprit. Ils seraient heureux, après de si longues années d'amertume et d'angoisses.

Le terrain, je l'ai déjà dit, ne manque pas en France. Il n'est pas de département où l'on ne rencontre de vastes bruyères croissant sur un sol qui certes n'est pas inférieur à celui de la Hollande.

Avec les Colonies de bienfaisance, l'instruction primaire pénétrerait dans une multitude de villages inconnus et de hameaux abandonnés, dont les malheureux habitans, à la honte de la France et de notre époque, sont tout aussi étrangers aux progrès de la civilisation, que les tribus sauvages du Brésil et de la Colombie.

On crierait, sans doute, à l'oppression! On nous dira que nous n'avons pas le droit de forcer des hommes à cultiver la terre. (6)

Vaut-il donc mieux que ces hommes meurent de faim avec leurs femmes et leurs enfans?

Mais ils ne savent pas la cultiver....

Ils apprendront. On leur donnera des guides; il y a de vieux soldats en retraite, qui, sortis la plupart de la char-rue, y retourneront avec joie; ils auront aussi des terres vagues au milieu des colons, aux mêmes conditions qu'eux, conditions faciles à remplir, ainsi que je l'ai démontré.

Ils les instruiront par leur exemple et les dirigeront par leurs conseils.

La dépense ne sera pas énorme.

Supposons qu'on commence par quatre colonies de quinze



cents hommes chacune. C'est un ensemble de six mille individus.

Calculons leur dépense journalière individuelle à 0 fr. 50 c.

Ce sera 3,285,000 fr. par an.

Cette somme, allât-elle à 4 millions, et se renouvelât-elle deux ou trois exercices, ne devrait pas arrêter selon moi.

C'est une avance qu'il faut faire pour prévenir toute collision et pour empêcher la guerre civile.

Il y a là une plaie à guérir; il convient de recourir aux remèdes les plus efficaces.

D'ailleurs, ce n'est, je le répète, qu'une avance, ou, au plus défavorable, qu'un sacrifice une fois fait.

Un an après leur installation, les Colonies Belges et Hollandaises se suffisaient pleinement.

Avec les économies obtenues sur les premiers établissemens on s'occuperait sans relâche à en fonder d'autres; on en couvrirait la France, on poursuivrait la mendicité jusqu'en ses dernières retraites.

Dans les évaluations que je viens de faire je n'ai pas compris les dons gratuits des personnes charitables de chaque localité où l'on fondera des colonies, les bienfaits du roi, de la reine, des princes et des princesses, les versements des hauts fonctionnaires, ministres, magistrats, des corps constitués, des employés civils et militaires.

Un appel fait au nom du malheur et de l'ordre public, trouvera toujours de l'écho en France.

J'ai maintenant à vous entretenir, Monsieur le Ministre, de l'administration de mes Colonies de bienfaisance.

Il faut qu'elle soit, avant tout, économique, exempte du moindre reproche et même du plus léger soupçon.

Une commission de vingt-quatre membres, choisis parmi ces hommes honorables qui se sont fait un nom par leurs vertus et leur philanthropie, serait chargée des réglemens, de l'organisation, des travaux et de la correspondance.

Leurs fonctions seraient gratuites.

La présidence de cette commission serait offerte au Prince Royal.

La vice-présidence serait exercée par un ministre ou par un haut fonctionnaire public.

On ferait en sorte d'obtenir un local gratuit du gouvernement.



Le service intérieur se composerait de :

1 Secrétaire-général à . . . . .	8,000 fr.
1 Caissier. . . . .	6,000
(Cautionnement 50,000 fr.)	
1 Commis. . . . .	1,500
4 Expéditionnaires à 1,200 fr. . . . .	4,800
2 Garçons de bureau à 600 fr. . . . .	1,200

---

9 Personnes.	21,500 fr.
--------------	------------

---

Ajoutez à ce total les frais de chauffage, d'éclairage, les fournitures de bureau, l'ameublement, le blanchissage, les réparations, etc., etc. qui seront évalués approximativement.

Le service extérieur se composerait de :

1 Inspecteur-général à . . . . .	8,000 fr.
1 Inspecteur-général adjoint. . . . .	6,000
1 Ingénieur, architecte, dessinateur. . . . .	3,000
1 Item. adjoint . . . . .	1,500
1 Agronome. . . . .	3,000
1 Item. adjoint . . . . .	1,500

---

6 Personnes	23,000 fr.
-------------	------------

---

Plus, les frais de transport qu'on évaluerait au plus bas.

Avec ce personnel de quinze employés, et cette dépense fixe de 44,500 fr. par an pour leurs appointemens, la commission centrale des Colonies de bienfaisance pourrait, sans recourir à aucune assistance étrangère :

1° Faire inspecter les localités et les terrains désignés pour des Colonies.

L'agronome examinerait la salubrité de la contrée, la qualité du terrain, la proximité des eaux potables ; sur son rapport, la commission centrale déciderait s'il y a, ou s'il n'y a pas lieu au défrichement.

Si la réponse était affirmative, l'architecte dresserait immédiatement ses plans et devis.

L'agronome et l'architecte seraient sous les ordres de l'inspecteur, par le canal duquel ils correspondraient avec la commission centrale.

L'inspecteur, l'architecte et l'agronome jetteraient, de concert, les fondemens de la nouvelle Colonie, et ne s'éloigneraient que lorsque les travaux d'établissement seraient

en pleine activité ; laissant l'administration de la Colonie à la commission locale dont il sera parlé plus bas.

2° Faire inspecter les Colonies fondées, (une ou deux fois par an selon les besoins ; )

Cette inspection s'exécute à deux côtés à la fois pour abréger les lenteurs.

D'un côté, par l'inspecteur-général avec les deux chefs de service ;

De l'autre, par l'inspecteur-général adjoint avec les deux chefs adjoints.

3° Tenir en règle les livres de la commission centrale, rédiger les procès-verbaux de ses séances, veiller au versement et à l'emploi des fonds, correspondre avec les commissions locales, les autorités et les philanthropes de toute la France.

Jetons maintenant les yeux, Monsieur le Ministre, sur les commissions locales ou sous-commissions, destinées à hâter dans les départemens notre œuvre de bienfaisance.

Je crois que, dans les chefs-lieux, elles devraient se composer du préfet, du procureur-général ou du procureur du roi, du maire ou d'un adjoint, d'un médecin, d'un ingénieur ou architecte, d'un agronome, de deux conseillers de préfecture et de deux membres du conseil municipal. (7)

Dans les sous-préfectures, du sous-préfet, du procureur du roi, du maire ou d'un adjoint, d'un médecin, d'un ingénieur ou architecte, d'un agronome, de deux membres du conseil d'arrondissement et de deux membres du conseil municipal.

Dans les simples communes, du maire ou de son adjoint, d'un médecin, d'un architecte ou maître maçon, d'un agronome et de deux membres du conseil municipal.

Chacune de ces commissions se choisirait dans son sein un président, un trésorier et un secrétaire.

Les commissions locales seraient chargées de faire connaître le but de l'institution, de recevoir les dons gratuits et de les faire parvenir à la commission centrale. Elles accueilleraient les propositions des communes, administrations, ou personnes charitables pour le placement des familles ou individus indigens : elles en référeraient à la commission centrale, en y joignant leurs observations. Elles veilleraient, pour l'administration des fonds, aux intérêts de



la Colonie placée sous leurs auspices; elles communiqueraient à la commission centrale les projets; les propositions, les renseignemens qui pourraient tendre à l'amélioration de cette Colonie en particulier, et de la classe pauvre en général; elles coopéreraient enfin, d'une manière active, à l'œuvre des Colonies de bienfaisance, et recevraient, à cet égard, des instructions particulières.

Les commissions locales se réuniraient sur l'invitation des présidens. Chaque année elles auraient de droit une séance publique, dont le jour serait d'avance fixé. Un membre, désigné par le président, y présenterait un état de la situation de la Colonie, et le trésorier y développerait le résumé des comptes. Ces pièces et le procès-verbal de la séance seraient envoyés à la commission centrale à Paris.

Les présidens et membres de ces sous-commissions ne recevraient aucun salaire.

Voilà quelle devrait être, Monsieur le Ministre, la nature et l'organisation des Colonies de bienfaisance.

Il serait à désirer que l'avantage de cette précieuse institution s'étendit plus tard à une classe d'hommes que le monde repousse, mais dont il ne serait pas impossible d'améliorer la destinée et le moral : je veux parler des forçats libérés.

L'horreur presque générale qu'inspirent ces malheureux, l'abandon et la détresse qui en deviennent la suite; telles sont les principales causes de leurs fréquentes récidives. Traités en ennemis par la société, ils s'accoutument à regarder la société comme une mortelle ennemie; poursuivis par elle, ils lui déclarent, à leur tour, une guerre à outrance. (8)

Il y aurait un grand bien à attendre d'une Colonie consacrée aux forçats libérés, dans laquelle, trouvant le travail qu'ils n'osent solliciter ailleurs et qu'on leur refuserait inmanquablement, ils n'auraient point à rougir aux yeux de ceux qui les entourent, et pourraient sans peine se remettre dans la voie de l'honneur où beaucoup ne demandent pas mieux que de rentrer. Dans cette Colonie entièrement distincte des autres, la surveillance serait plus active, et les moyens de répression plus puissants.

Il y aurait encore d'autres établissemens à former; ce seraient des Colonies militaires, également séparées des autres. Pour couvrir les frais de ces fondations, destinées à assurer

une existence aisée et honorable à une classe d'hommes qui a droit à tant de sollicitude, il conviendrait peut-être d'imposer aux officiers, sous-officiers, soldats et employés militaires une cotisation annuelle, proportionnée à leurs appointemens, comme cela se pratique pour les Invalides.

En Hollande et en Belgique, les frais de fondation et d'entretien de toutes les Colonies agricoles sont faits par une immense société de bienfaisance, dont tout habitant du pays peut devenir membre, pourvu qu'un jugement infamant ne pèse pas sur lui. La cotisation annuelle de chaque membre est de 2 florins 60 cents., et il a la faculté de donner sa démission quand il lui plaît, se trouvant, dès lors, libéré de toutes les obligations qu'impose le titre de membre.

J'avais d'abord eu l'idée, Monsieur le Ministre, de suivre la même marche pour la France, de faire chez nous, de la fondation et de l'entretien des Colonies agricoles, une grande œuvre de bienfaisance particulière, à laquelle le gouvernement demeurerait complètement étranger, et qui n'exigerait de sa part aucun sacrifice, aucune avance de fonds.

J'aurais pu fixer la cotisation annuelle à 5 ou 6 fr. par tête.

Deux motifs graves m'ont détourné de cette idée.

D'abord, le peu d'entraînement et de sympathie, il faut le dire, qu'on éprouve généralement en France pour ces vastes associations, dont les progrès sont si rapides en Angleterre, en Hollande et même en Belgique ;

Ensuite, la crainte de voir, dans certaines localités, mes vues charitables, détournées de leur but, servir, malgré moi, à masquer des projets de trouble.

J'ai préféré solliciter du gouvernement les avances nécessaires à l'établissement de mes Colonies, et j'ai prouvé plus haut combien ces avances seraient peu considérables.

J'ai préféré aussi abandonner partout la direction de mon œuvre, si ce n'est au gouvernement lui-même, du moins à des personnes investies de sa confiance.

Je me suis bien gardé toutefois de repousser l'assistance des citoyens généreux, et il y en a sans doute beaucoup en France ; j'ai voulu seulement n'en point faire la base fondamentale de mon système, et ne les y admettre que comme un accessoire, qui nous aidera beaucoup sans doute, mais sur lequel cependant il convient de ne pas trop compter.



On se réecriera peut-être sur la possibilité d'exécuter mes plans autre part que sur le papier.

A cela je n'ai qu'une réponse à faire ;

C'est l'historique des Colonies de bienfaisance de la Hollande et de la Belgique. On ne fera pas, sans doute, à la France l'injure de croire ses ressources inférieures à celles de ces deux pays.

Diverses causes, parmi lesquelles il convient de signaler la découverte de la vaccine, la cessation de la guerre, les règles de l'hygiène publique mieux observées, et surtout la diminution des bras employés dans les fabriques et les manufactures par suite de l'introduction des machines, avaient tellement accru la population du royaume octroyé par la Sainte-Alliance à Guillaume de Nassau ; elles avaient surtout tellement augmenté les pauvres qui couvraient ce royaume, qu'il aurait fallu renoncer à l'espoir de les secourir à l'aide des bureaux de bienfaisance et des dépôts de mendicité.

La gloire de procurer une existence honnête à une multitude de familles aux prises avec la faim, était réservée au général Van-Den-Bosch, honorablement connu en Hollande par ses travaux littéraires et ses vertus.

Il comprit tout l'avantage que promettait la création de Colonies de bienfaisance dans les vastes bruyères des Pays-Bas. Il en traça le plan, et son projet fut accueilli par l'autorité. Une commission fut nommée pour s'entendre avec le général. La société de bienfaisance se forma. Elle fut établie en janvier 1818 dans les provinces septentrionales du royaume, et compta, dès sa naissance, plus de quinze mille membres.

Les bruyères de la Drenthe furent choisies pour être le premier théâtre de la plus belle œuvre philanthropique dont un pays puisse s'honorer. On y établit la colonie de Frédé-riks-Oord. Dans l'été suivant on commença à la défricher. En novembre et décembre on y admit 52 premiers ménages. Le général se chargea d'en surveiller lui-même les travaux.

Au bout de deux ans, ces champs incultes et inhabités étaient métamorphosés en plaines riantes ; la prospérité, l'aisance, l'ordre y régnaient ; et des hommes, naguères couverts de haillons et croupissant dans la misère, étaient proprement habillés, bien logés et parfaitement satisfaits.

Deux ans s'écoulèrent encore, et, en 1822, il y avait dans la Colonie, en ménages ou autrement, deux mille cinq-cents

indigens, orphelins, enfans trouvés ou abandonnés. On y remarquait, en outre, une colonie de répression, destinée aux mendiants, qui y étaient déjà au nombre de mille.

La société qui, à cette époque, comptait vingt-mille membres, avait contracté avec le gouvernement pour le placement de quatre mille orphelins, enfans trouvés, ou abandonnés, et pour 500 nouveaux ménages.

Après une expérience de cinq ans, qui avait fait voir le bon résultat de la création de la Colonie de Frédériks-Oord et du défrichement des bruyères de la Drenthe, on ouvrit une souscription pour former en Belgique une institution coloniale, semblable à celle de la Hollande, fondée sur les mêmes principes, et dépendant également d'une société de bienfaisance. Cette nouvelle association se composa dès son origine de 13 mille membres, nombre qui a prodigieusement augmenté depuis. Sa caisse a reçu, outre la cotisation annuelle des sociétaires, des dons gratuits considérables.

Elle acquit d'abord, au commencement de 1822, une vaste étendue de bruyères dans la commune de Wortel, province d'Anvers, contrée saine, agréable et bien choisie. Les premiers travaux eurent lieu dans le mois de mai. La moitié à peu près du terrain fut divisée en 70 lots, et l'on arrêta que, sur 24 de ces lots, on élèverait un pareil nombre d'habitations, avec grange et étable, et que chaque famille indigente, ou ménage d'orphelins, admis dans la Colonie, aurait la jouissance, tant de cette petite ferme, que du terrain adhérent.

Ces landes incultes furent bientôt arrachées à leur antique stérilité, des chemins s'ouvrirent, des bas-fonds se comblèrent, de larges fossés séparèrent les terrains affectés à chaque habitation, et procurèrent aux eaux un écoulement facile. Ces ouvrages terminés, on commença le défrichement sur le tiers du terrain assigné à chaque ménage. Les deux autres tiers furent défrichés, dans le cours des années suivantes, par les colons eux-mêmes, aux frais de la société.

Le sol fut bêché à une assez grande profondeur. Une partie des mottes de bruyères qui avaient été enlevées avant cette opération, furent brûlées, les cendres répandues sur la terre et ensevelies sous la herse. Une autre partie, après avoir servi de litière à 400 moutons que possédait la société, fut mélangée avec du fumier de cheval et de la chaux vive, exposée quelque temps à l'air et convertie de la sorte en un



excellent engrais. On en fuma 45 perches sur chacune des 24 petites fermes, et, vers la fin de septembre, on y sema du seigle. On a obtenu, de la même manière, dans le cours de l'hiver, un engrais suffisant pour planter des pommes de terre et d'autres légumes dans le reste du terrain défriché. La qualité du sol a surpassé l'attente générale.

Vers la fin de 1822, 300 individus furent recueillis dans la colonie libre de Wortel, et le nombre des membres de la société de bienfaisance en Belgique s'éleva à 15 mille. J'y vis en 1827 quantité de maisons bien bâties et bien entretenues, parfaitement saines, entourées de champs de seigle, de pommes de terre et d'autres productions alimentaires, là où je n'avais vu autrefois que sable et bruyère. La propreté des maisons était recherchée, le pain délicieux, les pommes de terre exquises. Partout les hommes travaillaient avec ardeur dans les champs, les femmes s'occupaient de filature et des soins du ménage. Tous se disaient heureux. Sur tous leur visages on lisait le contentement et la santé. Il y avait alors à Wortel 125 fermes, 5 maisons de surveillans, une maison pour le directeur, une filature, un magasin et une école.

Ce brillant résultat, obtenu en si peu de temps et qui semble tenir du prodige, est dû à M. le capitaine Van-Den-Bosch, frère du général.

Dans la même année 1822, la société lit avec le gouvernement une convention par laquelle elle s'engagea à établir une colonie de répression de mille mendiants valides, moyennant un paiement annuel pendant 16 ans, de 70 fr. par tête. Elle acquit des communes de Rycke-Versel et de Méraplas, voisines de Wortel, une vaste étendue de bruyères qui, depuis 1825, est occupée par la colonie. Dès l'année suivante, ce terrain était en plein rapport. Malgré la rareté des engrais et la sécheresse de la saison, sa fertilité surpassait celle des communes environnantes, et aucun cultivateur de la province d'Anvers n'avait d'aussi beau seigle et d'aussi bonnes pommes de terre, que ces mendiants transformés en agriculteurs. Déjà ils récoltaient amplement de quoi pourvoir à leurs besoins.

Dans le bâtiment qui est immense, règnent le plus grand ordre et la plus délicate propreté. Chaque individu jouit d'une portion d'air suffisante; aucune règle hygiénique n'est négligée. Les colons, bien soignés, bien nourris, sont forts

et contens. Cet édifice a une très-grande cour, au milieu de laquelle est un jardin palissadé, qui sépare le quartier des hommes de celui des femmes. On y remarque l'école, l'infirmerie, le magasin, la filature, l'atelier de tissage et deux boutiques qui débitent du beurre, du café, du tabac, etc. Les mendiants sont divisés en trois classes. Chaque individu dans la première gagne 60 centimes par jour, 50 dans la seconde, 40 dans la troisième. Ce salaire suffit grandement à leur entretien. Généralement ils se conduisent bien et se félicitent de leur sort.

Telles sont, en abrégé, les colonies de bienfaisance de la Hollande et de la Belgique. Je me suis appesanti sur quelques détails, afin de montrer, par l'expérience de nos voisins, combien l'introduction de ces Colonies serait facile et fructueuse en France.

Il en existe onze en Hollande et trois en Belgique. Leur population réunie s'élève à près de vingt-mille âmes.

Qu'on compare le territoire de la France à ceux de la Hollande et de la Belgique réunis, et qu'on tâche de se faire une idée des résultats immenses, qu'auraient chez nous de pareils établissemens!

Satisfait pour ma part d'avoir appelé l'attention du gouvernement sur une vaste amélioration qu'il est digne de comprendre et d'exécuter; désirant vivement qu'on tarde le moins possible à en faire jouir la France; prêt pour ma part, à y consacrer ma vie, s'il le faut,

J'ai l'honneur d'être avec un profond respect,

Monsieur le Ministre,

Votre très-humble et très-obéissant serviteur,

*Eug. Garay de Monglave,* (DE BAYONNE).

Ancien Officier d'État-Major.

Paris, le 15 Mai 1852.

---

IMP. DE CARPENTIER-MÉRICOURT, RUE TRAINÉE, N. 15, PRÈS S.-EUSTACHE.



## NOTES.

(1) C'est d'ailleurs un mauvais moyen de faire le bien. L'expérience prouve qu'il faut prendre de scrupuleux renseignemens avant d'accorder l'aumône; et comment remplir cette sage prévoyance en donnant dans la rue au premier mendiant qui se présente?

(2) Il n'existe pas de prisons spéciales pour ces sortes de détenus; et, dans les prisons ordinaires, confondus avec des voleurs et même des assassins, ils achèvent de se perdre, et deviennent ensuite un véritable fléau pour la société.

(3) Ces retenues seraient trop élevées; étant faites 2 fr. par semaine, elles suffiraient grandement.

(4) Il serait bon d'indiquer la création d'écoles d'enseignement mutuel, et de provoquer la publication d'ouvrages élémentaires propres aux lectures des habitans de cette Colonie.

(5) Des établissemens semblables seraient de la plus haute importance pour les forçats et les prisonniers libérés, leurs femmes et leurs enfans. La société, par la création de ces Colonies, préviendrait bien des crimes, diminuerait l'énorme population de nos prisons et le nombre de ces procès affreux qui affligent si souvent l'humanité!

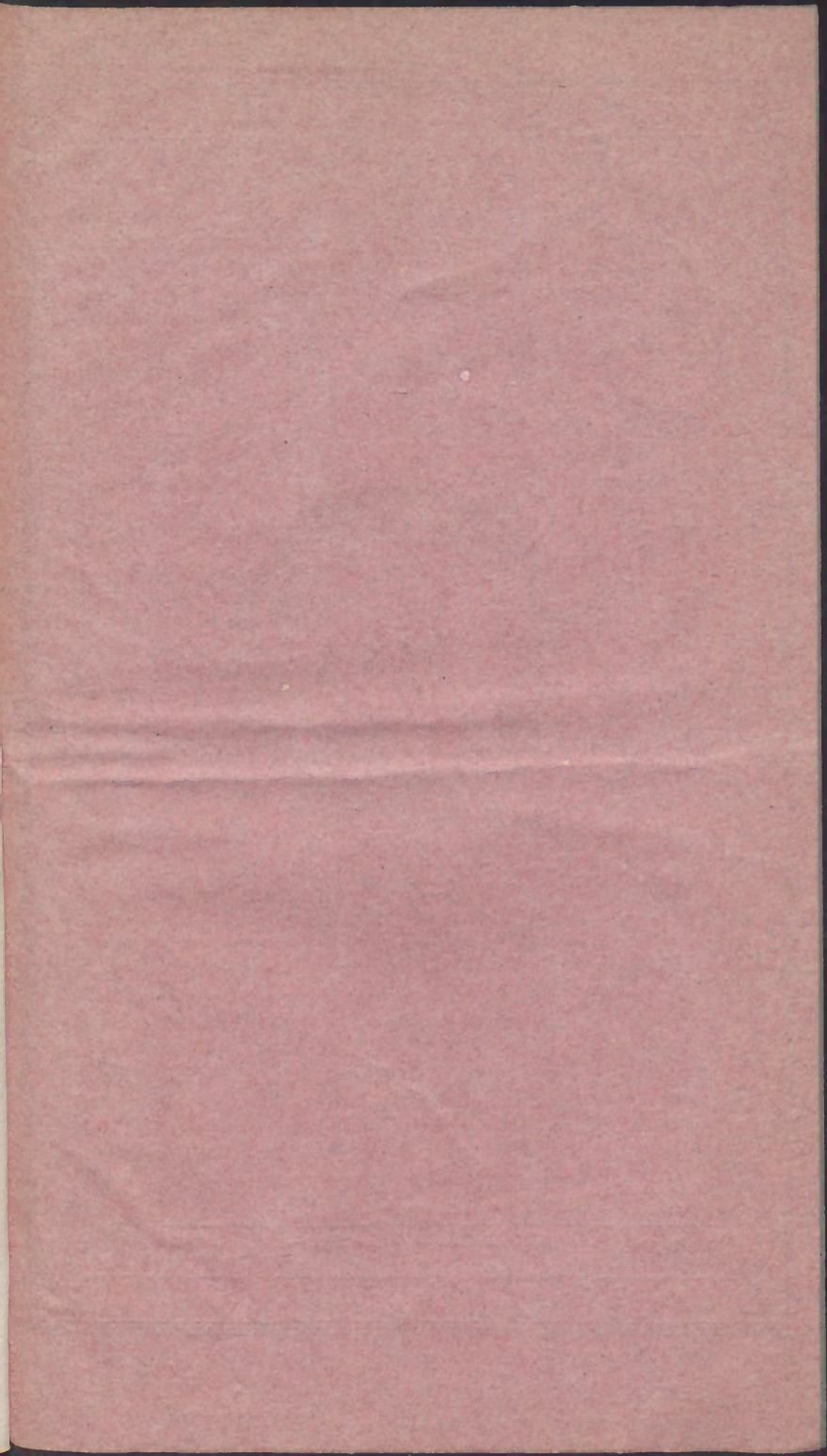
(6) On n'aurait certainement pas besoin de forcer les malheureux à aller s'établir dans ces Colonies; car il est dans le cœur de l'homme, pauvre ou riche, de suivre la route où sont ses intérêts: l'émigration continuelle et nombreuse de familles de paysans alsaciens est une preuve de cette vérité.

(7) Je désirerais voir parmi les membres de ces commissions des hommes indépendans par leur position, et n'exerçant aucun emploi salarié, car on ne saurait trop provoquer le concours de ces amis du bien.

(8) Comme je l'ai dit plus haut, et publié cent fois dans le *Journal des prisons*, le gouvernement peut et doit obtenir une grande diminution dans le nombre des récidives, diminution d'autant plus importante que tous les jours on acquiert la certitude que, s'ils avaient trouvé du travail et du pain, la plupart de ces malheureux libérés ne seraient pas retombés dans le crime. Il ne faut pas oublier aussi que leur détention coûte beaucoup, et les rend des espèces de moniteurs d'enseignement mutuel de tous les vices et de la plus déplorable corruption.

La formation d'une ou de plusieurs Colonies de ce genre serait aussi un grand bienfait pour les familles et les enfans des condamnés libérés; et je suis convaincu que la prospérité de ces établissemens répondrait grandement aux dépenses et aux généreuses vues du gouvernement. J'en appelle donc de tous mes vœux la fondation.

B. APPERT.



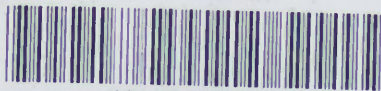




PARIS. — Imprimerie de CARPENTIER-MERCOLEAT, rue Truine, n. 15, près S. Eustache.







206\$01463799